

Août 2013

Nous contacter à WIEGO !

Courriel :
WIEGO

79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA

Tel. : 617-496-7037

Fax : 617-496-2828

Courriel :

Karen_Mccabe@hks.harvard.edu

Julia_Martin@hks.harvard.edu

Web : www.wiego.org

Facebook:

[facebook.com/wiegoqglobal](https://www.facebook.com/wiegoqglobal)

Twitter: [@wiegoqglobal](https://twitter.com/wiegoqglobal)

Lettre d'Information OBA de WIEGO



Women in Informal Employment
Globalizing and Organizing

Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

SALUT CHERS AMIS ET COLLÈGUES !

Nous vous présentons avec plaisir la Newsletter WIEGO aux OBA, août 2013, et vous invitons à lire dans ses colonnes des articles éclairants sur la négociation collective (p. 1), les récupérateurs (p. 2), les travailleurs domestiques (p. 3), les vendeurs de rue (p. 4) et les travailleurs à domicile (p. 5). Bien entendu, comme d'habitude, nous aimerions avoir de vos nouvelles ! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou que vous souhaitez proposer des articles en prévision du prochain numéro, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse julia_martin@hks.harvard.edu ou karen_mccabe@hks.harvard.edu.

La négociation collective dans l'économie informelle

Par Chris Bonner, directeur, Organisation et représentation WIEGO

Les travailleurs du secteur informel peuvent-ils s'engager dans la négociation collective ? Avec qui négocier et dans quel forum ? La négociation collective est généralement comprise comme un processus qui se déroule entre les syndicats de salariés reconnus et les employeurs. Mais y a-t-il une raison que les travailleurs informels organisés, employés ou indépendants, ne peuvent pas négocier collectivement avec les différentes instances qui déterminent les politiques et les conditions qui influent sur leur travail et leur vie ?

Deux nouvelles études sur ce sujet démontrent que la négociation collective est possible et prend diverses formes dans l'économie informelle. Ces études, l'une menée par WIEGO en collaboration avec le Centre de solidarité et, l'autre de StreetNet International, sont constituées d'une série d'études de cas suivies, chacune, d'un rapport de synthèse offrant une analyse et des leçons à tirer.

De nouvelles études
Pour l'étude WIEGO, cinq cas, sélectionnés dans différents secteurs et pays, portent sur des négociations menées à différents niveaux, avec différents types de partenaires, et mettant en jeu des intérêts différents. Ces études de cas illustrent ceci :

De nombreuses formes de coopération et de dialogue ont lieu entre les organisations des travailleurs du secteur informel et les employeurs ou les autorités. La forme est déterminée par une combinaison de facteurs tels que le secteur professionnel, les problèmes et enjeux, la force organisationnelle et/ou la situation politique. Parmi les exemples figurent des consultations et dialogues, l'action collective

spontanée menant à des négociations ad hoc, la représentation et la négociation dans le cadre d'un comité multipartite, la négociation collective entre un syndicat et une nouvelle forme d'association des employeurs. **Les partenaires de négociation** sont variés aussi : les autorités locales sont, pour les vendeurs, les partenaires les plus importants et englobent souvent plusieurs services au sein d'une municipalité; pour les travailleurs domestiques, il est nécessaire de « construire » une personne de l'employeur avec qui négocier; pour les récupérateurs, les collectivités locales, l'Etat et les gouvernements nationaux sont tous des partenaires importants; pour les travailleurs à domicile, les entreprises et le gouvernement central sont ciblés pour la négociation.

Le soutien et les alliances jouent un rôle important en ce sens qu'ils aident à bâtir une organisation, facilitent le contact avec les employeurs/autorités et apportent conseils et assistance technique avant, pendant et après les négociations. Cela comprend le soutien de la fédération syndicale à laquelle est affiliée une OBA des travailleurs informels ou un syndicat sectoriel dont les membres sont issus des secteurs formel et informel. Le soutien et les alliances peuvent également provenir des ONG, des universitaires et des unités ou des individus favorables au sein du gouvernement.

Des gains sont possibles grâce à l'engagement et à la négociation collective, mais il s'agit d'une lutte continue.

Influencer les municipalités

En février, WIEGO/Villes inclusives a organisé un atelier sur les stratégies propres à influencer les villes et qui nous ont permis de mieux comprendre

les nombreuses stratégies employées par les OBA des travailleurs informels pour amener les autorités municipales à améliorer les conditions d'exercice de leur activité professionnelle. Parmi ces stratégies figurent surtout la négociation collective et le dialogue, souvent appuyés par une action collective et la publicité.

Poursuite des travaux

Cadre de négociation collective :

StreetNet a produit à l'intention de ses affiliés un document (en anglais) intitulé «[Towards a Model Framework for a Local Level Collective Bargaining System for Street Traders](#)» (Vers un cadre modèle de négociation collective au niveau local pour les vendeurs de rue). Ce cadre est actuellement à l'essai et documenté dans le cadre d'un projet conjoint entre WIEGO et le coordonnateur de StreetNet International.

Ressources : WIEGO entend produire à l'intention des OBA du matériel pédagogique sur les stratégies pouvant influencer les villes et la négociation collective, en s'appuyant sur l'atelier et les enseignements tirés des études de cas y afférentes. Dans l'immédiat, vous trouverez sur les sites Web de [StreetNet](#) et de [WIEGO](#) les études de cas ainsi que les rapports sur la négociation collective.

La brochure, «[Collective Negotiations in the Informal Economy](#)» ([Négociations collectives pour les travailleurs de l'économie informelle](#)), publiée par StreetNet et WIEGO, pourrait servir aux préparations en vue des négociations. Si votre OBA a une expérience fructueuse à faire partager relativement aux gains réalisés au moyen de négociations, de dialogues ou d'autres formes d'engagement avec les autorités ou les employeurs, nous aimerions en entendre parler.



En haut et en bas : Photos prises à l'atelier de Villes inclusives

Photos par WIEGO





En haut et en bas: Ralliement et dépôt des lettres de pétition par les récupérateurs

Photos par Maitreyi Shankar



«Lorsque les parents font tout leur possible pour envoyer leurs enfants à l'école, le gouvernement doit en faire autant pour assurer le soutien.»

- Baba Baba Adhav (Ph.D, propagandiste syndical)



Sharon Burrow, secrétaire générale de la CSI, a reçu la délégation de récupérateurs

Photo par Justina Penapan



Nohra Padilla serre la main du président Obama

Photo par le Prix Goldman pour l'environnement

Enfants des récupérateurs : une victoire, enfin, dans la lutte pour l'accès au programme de bourses d'études en Inde

Par Deia DeBrito, consultante en communications programme mondial des récupérateurs de WIEGO, et Maitreyi Shankar, activiste avec KKKPK

Il a fallu lutter pendant dix pour quelque chose de pourtant simple et équitable : aide à l'éducation pour une partie des plus pauvres des pauvres de l'Inde. Le manque d'accès à l'éducation, tout comme la pression d'abandonner l'école faute de moyens financiers, est l'une des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent depuis longtemps les récupérateurs et leurs enfants. En effet, bien qu'une loi, en vigueur depuis 1977, prévoit du soutien éducatif pour les enfants dont les parents exercent des professions dites « impures », les fonctionnaires n'ont cessé d'exclure les récupérateurs en leur multipliant les obstacles et les difficultés. De même, malgré le fait que les ministres ont admis en principe que la récupération des déchets est une activité impure, celle-ci avait été exclue de la liste officielle des activités impures de sorte que le programme de bourses ne vise que les éboueurs, les balayeurs, les tanneurs et les

écorceurs.

Depuis quelques années, la pression exercée par les militants et les récupérateurs pour faire entrer leurs enfants au programme a porté fruit. Entre 2002 et 2005, le ministère de la Protection sociale a octroyé des bourses à 1 360 enfants de récupérateurs et de collecteurs de ferraille à Pune, en Inde, dans le cadre du programme de bourses financé par le gouvernement central. Ces quelques années d'inclusion, les enfants les doivent à l'œil vigilant de Rahi, une récupératrice qui, en fouillant dans les ordures il y a dix ans, a découvert que la demande de bourse de son fils fut rejetée parce que — à sa grande surprise — la récupération n'était en quelque sorte pas considérée par le gouvernement comme une profession « impure ». La découverte de Rahi a déclenché une campagne de pression sur les responsables pour faire entrer les récupérateurs au programme.

Mais en 2004, suite à un audit, une objection soulevée par l'État a voulu que le programme ne couvre les récupérateurs qui se trouvent donc une fois encore exclus. Selon le KKKPK, les bourses d'études ont été interrompues du fait que le gouvernement central, en prenant le programme en charge, n'a pas reconnu la récupération des déchets comme une activité impure. Mais, en juin, la vapeur s'est trouvée renversée ! Grâce à la pression intense exercée en mai par les militants et syndicalistes, ceux-là même qui faisaient les coulisses auprès des responsables de haut niveau et organisaient la mobilisation locale pendant des années, les enfants de récupérateurs dans toute l'Inde vont maintenant — enfin — être admissibles au programme de bourses. [Lire l'article intégral sur le programme et l'histoire de Rahi](#) (en anglais).

Conférence de l'OIT : les récupérateurs y ont laissé leur empreinte cette année

Par Lucia Fernandez, Coordinatrice du Programme de Récupérateurs et Deia DeBrito, consultante en communications programme mondial des récupérateurs de WIEGO

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a enfin ouvert la porte pour discuter du développement durable et, par la même porte, les récupérateurs sont entrés en masse pour se faire reconnaître en tant que travailleurs !

Pour WIEGO, le thème de cette année, à savoir « Le développement durable, les emplois verts et le travail décent », offre aux récupérateurs — secteur qui est, depuis des décennies, synonyme de moyens de subsistance verts, intégraux mais méconnus — l'occasion de participer enfin à la Conférence de l'OIT. WIEGO a donc invité à se joindre à sa délégation le [KPKPK](#) (Inde), [l'ARB](#) (Colombie), et le [MNCR](#) (Brésil), qui comptent parmi les organisations de récupérateurs les plus anciennes et les plus solides dans le monde, afin qu'elles puissent

en savoir plus sur le processus interne de l'OIT et souligner leur présence pour la première fois à la Conférence.

Pour la délégation des récupérateurs, la conférence de cette année est la première étape d'un long processus visant à se faire entendre et à s'affirmer à l'OIT. L'un des faits saillants de la contribution de l'équipe à la conférence est le [discours](#) (en anglais) que la déléguée de la Colombie, Nohra Padilla, a prononcé le 13 juin, la première fois dans l'histoire qu'un récupérateur, homme ou femme, a pris la parole lors d'une conférence de l'OIT réunie en séance plénière.

Il a fallu plus de 20 ans pour que le développement durable soit mis sur le tapis de l'OIT et plus de dix ans pour parler de l'économie informelle.

Maintenant que la porte a été ouverte, il est temps que les récupérateurs, les défenseurs et la communauté syndicale internationale se pose des questions. Quel avenir durable pourrait-il y avoir si les récupérateurs constituaient une catégorie de travailleurs reconnus et protégés ? Quelles possibilités pouvons-nous envisager si les récupérateurs jouent un rôle clé dans le développement durable et la multiplication des emplois verts ? Nous ne connaissons pas encore les réponses à ces questions mais, à la Conférence de l'OIT, le mois dernier, la délégation de WIEGO englobant des récupérateurs a commencé à soulever ces questions, les questions qui s'imposent. C'est un bon début, même si c'était long à venir ! [Lire l'article intégral](#) (en anglais).

Félicitations, Nohra Padilla, lauréate du Prix Goldman pour l'environnement !

Avec un sang-froid imperturbable, même devant de puissants opposants politiques puissants et dans une culture dominée par la violence, Nohra Padilla a organisé en syndicats les récupérateurs

marginalisés de la Colombie et fait des recycleurs informels des acteurs légitimes dans la gestion des déchets urbains de Bogotá. En reconnaissance de ses efforts, Nohra s'est vue décernée le Prix

Goldman pour l'environnement 2013, Amérique du Sud et Amérique centrale. [En savoir plus sur les réalisations de Nohra et visionner les vidéos y compris son discours d'acceptation](#) (en anglais).

«... Je déborde d'émotion rien qu'à penser que je suis une ancienne esclave qui a vécu l'avènement de notre liberté. Nous ne pouvons pas perdre ce moment historique qu'est le 16 juin 2011, car, en ce jour, le monde nous a rendu notre dignité, notre fierté. »
– Myrtle Witbooi



En haut et en bas: Déclaration au lancement de l'AfDWN

Photos par AfDWN



« La victoire était à nous », déclare Myrtle Witbooi, une entrevue historique !

Myrtle Witbooi est secrétaire générale du Syndicat sud-africain des travailleurs domestiques et assimilés (SADSAWU) et présidente du Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN)

WIEGO : Vous avez déployé des efforts assidus en campagne pour la ratification de la Convention 189 dans le monde entier. Quelle est votre réaction lorsque vous avez appris que votre pays d'origine, l'Afrique du Sud, ratifierait la Convention ?

MW : Nous avons tenté pendant près de deux ans pour amener le gouvernement [sud-africain] à la ratifier. Nous avons organisé des manifestations, envoyé des lettres, tenu des réunions... jusqu'au mois de mai de cette année, puis nous en avons eu assez et avons décidé de lancer un dernier appel à notre ministre du Travail. Nous l'avons rencontrée; elle a eu des échanges avec nous et nous lui avons dit que nous sommes fatigués d'attendre et voulons que la ratification intervienne avant le 16 juin. Nous les avons mis au défi de nous montrer qu'ils se soucient de nous.

En juin, nous les avons contactés tous les jours, avons envoyé des SMS/texto à l'ensemble du ministère du Travail et du gouvernement. Puis, le 7 juin, nous avons eu ce message : [L'AFRIQUE DU SUD] L'A RATIFIÉE. Comment me suis-je sentie ? Tout

d'abord, sans paroles, j'ai dû me pincer [pour croire] que c'est bien vrai. Je leur ai demandé de m'en envoyer la preuve. Quand je l'ai reçue [la preuve de la ratification], nous avons poussé des cris et avons dansé ! La victoire était à nous, maintenant l'AFRIQUE suivra ! Nous écrivons aujourd'hui le dernier chapitre, mais ce chapitre ne peut se terminer que lorsque nous sommes tous libres.

WIEGO : Que sont, selon vous, les prochains défis et possibilités au cours de la mise en œuvre ?

MW : Nous sommes aujourd'hui confrontés au plus grand défi de tous, à savoir l'éducation, si nous voulons que la convention porte fruit. Maintenant, nous devons mobiliser, sensibiliser et toucher le plus grand nombre de travailleurs possible. Cette Convention, qui est pour nous, signifie que nous ne sommes plus des esclaves mais,

pour profiter de notre liberté, nous devons la connaître à fond.

WIEGO : Quels conseils ou quel message voulez-vous donner à d'autres travailleurs domestiques et/ou des travailleurs du secteur informel qui pourraient lire cette entrevue ?

MW : Je dirai à tous les travailleurs domestiques : organisez-vous, adhérez à un syndicat, cherchez à en savoir davantage sur le droit du travail dans votre pays et soyez fiers de vous-mêmes et du travail que vous faites. Nous sommes le monde et nous sommes les travailleurs qui se soucient de la nation. Nous ne sommes plus jamais des esclaves, mais des travailleurs comme tous les autres travailleurs, et notre travail est un travail décent.

[En apprendre plus sur l'histoire de Myrtle](#) (en anglais).



Déclaration de la Conférence régionale africaine des travailleurs domestiques

Source: Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN)

Le 16 Juin 2013, le deuxième anniversaire de la Convention 189 et Journée mondiale de travailleurs domestiques, les travailleurs domestiques en Afrique ont lancé, au Cap, en Afrique du Sud, le Réseau des travailleurs domestiques en Afrique (AfDWN). Cette conférence historique, qui a réuni 95 représentants des travailleurs domestiques

appartenant à 17 organisations avec un effectif total de 95 572 membres dans 17 pays africains, a également accueilli les responsables de l'IDWN en Asie, en Amérique latine, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes. D'autres organisations de soutien sont venues d'Europe et d'Afrique du Sud. L'objectif de l'AfDWN est de renforcer la coordination et la

solidarité entre les organisations de travailleurs domestiques en Afrique et de mobiliser des efforts collectifs pour faire ratifier la Convention 189 et renforcer la législation en faveur des travailleurs domestiques en Afrique. [Lire ici l'article intégral et la déclaration](#) (en anglais).

« Nous avons été surpris... d'entendre parler du projet de loi dans les médias étant les gens qui [seraient] directement touchés par le projet de loi. » - SAITA

« Une avalanche de désapprobation s'est abattue sur le projet de loi qui, selon les entreprises, la société civile et les commerçants informels, étranglerait le secteur des petites entreprises dans l'état des formalités administratives, augmenterait les possibilités de corruption pour des agents municipaux et constituerait un vrai fardeau pour les municipalités. » - Linda Ensor, [Business Day Live](#)



En haut et en bas: LDFC
Photos par LDFC



Manifestation des vendeurs de rue de Manhattan—Photo par Projet vendeurs de rue

Afrique du Sud : une « avalanche de désapprobation » face au projet de loi sur les permis d'exploitation

Source: StreetNet International, South African Informal Traders Alliance (SAITA) et WIEGO

Le 18 mars 2013, le Département sud-africain du Commerce et de l'industrie (DTI) a invité le public à commenter le nouveau (en anglais) [Draft Licensing of Businesses Bill](#) (le projet de loi sur les permis d'exploitation d'entreprises). Parmi beaucoup d'autres, [StreetNet International](#), [la SAITA \(South African Informal Traders Alliance\)](#) et [WIEGO](#) ont présenté des observations opposant l'essentiel du projet de loi qui a effectivement placé des pouvoirs disproportionnés dans les mains des élus municipaux. L'une des principales préoccupations est que le projet de loi a abrogé la (en anglais) [Businesses Act of 1991](#) (Loi sur les sociétés de 1991), qui avait permis à la « nouvelle Afrique du Sud » d'adopter une *approche évolutive* à l'égard des vendeurs de rue et des commerçants informels. L'abrogation de cette loi accroît la vulnérabilité de ces derniers en les exposant à un risque plus élevé d'expulsions et de confiscation des biens tout aussi arbitraires. De l'avis de StreetNet International, le projet de loi, plutôt que d'abroger la Loi sur les sociétés, facilite la gestion, par les responsables municipaux, de la réglementation

spatiale du commerce informel dans l'espace public, en citant comme un bon exemple le projet de loi (en anglais) [Street Vendors \(Protection of Livelihood and Regulation of Street Vending\) Bill no.104 of 2012](#) (le projet de loi 104 de 2012 concernant la protection des moyens de subsistance des vendeurs de rue et la réglementation du commerce de rue) actuellement en cours d'examen par le Parlement indien.

D'autres préoccupations, et pas les moindres, portent sur le nouveau permis obligatoire avec frais de dossier, les exigences difficiles — et peut-être discriminatoires — à l'égard des commerçants étrangers du secteur informel, l'imposition de sanction sans preuve obligatoire (la révocation arbitraire et/ou la modification des permis) et l'absence de limites aux amendes et des peines d'emprisonnement disproportionnées (jusqu'à dix ans) pour violation de la loi. Par ailleurs, bien que le DTI ait créé en 2012 un Groupe de référence qui a consulté les principaux intéressés, notamment les travailleurs du secteur informel, le projet de loi n'a retenu aucune des propositions

formulées par le groupe.

S'appuyant sur la documentation des meilleures pratiques, WIEGO a, dans ses commentaires, surtout des régimes d'octroi de permis dans le monde entier, mis en avant les principaux éléments qui permettent aux vendeurs de s'assurer de leurs moyens de subsistance (par exemple, l'enregistrement gratuit et l'accès à des régimes de protection sociale à travers de l'enregistrement des petites entreprises), tout en permettant aux autorités de mieux réglementer les petites entreprises. Pour sa part, la SAITA a commenté les dispositions du projet de loi qui auraient donné lieu à de nombreux abus de pouvoir et a proposé plutôt des dispositions conformes aux meilleures pratiques internationales. Le ministère a reconnu que le projet de loi devrait être remanié. Bien que nombre de gens d'affaires du secteur formel aient également vivement réagi et formulé beaucoup d'observations, le Ministre n'a cité que les réactions des acteurs de l'économie informelle lorsqu'il a annoncé le retrait et la refonte du projet de loi.

Pleins feux sur une OBA : LDFC

Source: Ligue pour le droit de la femme congolaise (LDFC)

En raison de multiples guerres qui font rage dans la République démocratique du Congo, l'économie informelle est devenue la source d'emploi pour 85 pour cent des travailleurs et les femmes congolaises en constituent 90 pour cent. Les femmes à la DRC assument en moyenne de 80 pour cent des

dépenses des ménages.

La [Ligue pour le droit de la femme congolaise \(LDFC\)](#), soucieuse de venir en aide aux travailleurs du secteur informel, a organisé en juillet de cette année un atelier sur le thème « le leadership des femmes dans le secteur informel ». Les objectifs de l'atelier consistaient à autonomiser les

femmes de même qu'à les aider à augmenter leur potentiel de travail, à surmonter les obstacles et à assurer une direction efficace. Trente travailleuses y ont participé. A la fin, elles se sont vues encouragées à libérer leur potentiel et à être courageuses, fortes, dynamiques, ambitieuses et résolues.

Bikeshare Share à New York : les vendeurs de rue en ont fait les frais

En avril, suite au lancement du réseau de vélopartage de la Ville de New York, des rangées de porte-vélos (vélos à usage public loués à l'heure) ont été placées ici et là dans la ville. Une de ces rangées, implantée à la rue Liberty dans le quartier de Lower Manhattan, s'est traduite par l'expulsion des vendeurs de rue, des immigrés qui travaillent dans ce coin depuis des années : « A New York aussi bien qu'ailleurs, les vendeurs de rue font

partie intégrante d'une économie urbaine fructueuse. Dans le monde entier, le commerce de rue constitue une source d'emploi pour des millions de citoyens qui souvent ne peuvent pas trouver de travail dans le secteur formel... Par ailleurs, les vendeurs de rue contribuent à la baisse des prix en général, ce qui fait économiser des millions de dollars aux personnes à faible revenu qui ne peuvent se permettre de dîner dans des

restaurants chics. Mais plus largement, les vendeurs de rue font que l'espace urbain devient plus vivable... leur présence peut améliorer considérablement la vie sociale à même les rues » (Basinski: "When Bikeshare Displaces Street Vendors, Everyone Loses").

[En savoir plus sur le déplacement](#) (en anglais) et visionner les [réactions à chaud des vendeurs de rue](#) (en anglais).

Les vendeurs de rue et les soulèvements récents à Istanbul, Turquie

Les vendeurs de rue ont joué un rôle intéressant dans les récents soulèvements à Istanbul, en Turquie, en vendant des « souvenirs » : «... [Les gens] achetaient [masques, lunettes et casques de protection] en souvenir du

spectacle, comme attirail de la révolution. L'abondance de ces articles et la facilité avec laquelle les gens pouvaient en acheter [auprès des vendeurs de rue] ont servi à tourner en dérision la violence que la police avait

déclenchée contre les manifestants » (Creasey, "Revolutionary Paraphernalia").

[En apprendre plus](#) (en anglais).



Les TAD exposent et vendent leurs produits au Festival International

Photos par AHBW



Participants à la visite HNSA/SEWA

Photos par HNSA

HomeNet Europe de l'Est marque le deuxième Festival international des travailleurs à domicile

Par Violetta Zlateva, Association of Home-Based Workers (AHBW) President

En juin 2013, le deuxième Festival international des travailleurs à domicile, organisé par l'Association des travailleurs à domicile (AHBW) et la municipalité de Rouse, à Sofia et à Rouse, en Bulgarie, a accueilli de nombreux participants dont des organisations représentatives dans divers pays, notamment la Bulgarie, la Serbie, la Macédoine, l'Albanie, l'Arménie, la Turquie, l'Ukraine et le Kirghizistan. Le festival, qui a été ouvert à Rouse et à Sofia par les

présidents de l'AHBW et de l'Union des économistes en Bulgarie, a vu mettre en vitrine des produits fabriqués par des travailleurs à domicile. Les médias nationaux et régionaux étaient également au rendez-vous de cet événement qui comprenait aussi des concerts, des conférences de presse, des visites des marchés et d'autres festivités. En Rouse, les enfants ont participé à un concours d'artisanat. Les travailleurs à domicile ont eu aussi la possibilité de

présenter leurs doléances aux responsables municipaux de Rouse et de Sofia.

En Rouse, les employeurs et les travailleurs à domicile ont signé un accord visant à renforcer leur partenariat et à favoriser le travail à long terme. De plus, le propriétaire de la galerie commerciale, Centre Royal City, a accepté d'offrir à l'Association des travailleurs à domicile un espace libre, et ce pendant un an.

HNSA et SEWA en visite en Bulgarie, Europe de l'Est

Par Firoza Mehrotra, Directeur de HNSA, et Sapna Joshi, Coordinatrice Régionale de HNSA

En mai 2013, une équipe restreinte formée des représentants du réseau HomeNet Asie du Sud et de la SEWA Academy s'est rendue à Petrich et à Sofia, en Bulgarie, pour se renseigner sur les travailleurs à domicile (TAD) en Europe de l'Est et les cadres juridiques et informels qui régissent leur travail et les conditions de celui-ci, et évaluer les besoins en vue d'une visite d'étude de groupes de TAD en Europe de l'Est auprès de la SEWA en Inde. En Petrich, les représentants de plusieurs organisations des TAD — Femmes intellectuelle de l'Albanie, [Dora Dom](#) de la Macédoine, [Evcad](#) (l'Association des travailleurs à domicile et des droits sociaux) de la Turquie, l'Association des travailleurs à domicile de la Bulgarie ainsi que les représentants des syndicats de Croatie et de Bosnie-Herzégovine — ont participé à un atelier pour partager leurs expériences. Des six pays participants, quatre ont ratifié la [Convention 177 de l'OIT](#) sur les travailleurs à domicile. Les participants à l'atelier ont rencontré des travailleurs à domicile

du pays et visité une coopérative agricole. Du travail régulier, les paiements opportuns, les salaires équitables et la sécurité sociale sont les principales préoccupations soulevées par les travailleurs à domicile. Les participants à l'atelier ont également visité la municipalité de Petrich, où les responsables étaient attentifs et sensibles aux problèmes des travailleurs à domicile. Bien qu'il n'y ait pas de cadre juridique ou autorité spécifique au sein de la municipalité, ils arbitrent et servent d'intermédiaires dans les conflits entre les TAD et les entrepreneurs ou industriels dans le cadre de réunions tripartites. En outre, la municipalité a prévu un espace où les TAD peuvent vendre leurs produits. A Sofia, l'équipe a rencontré le secrétaire parlementaire et le conseiller juridique de la Confédération des employeurs et industriels de Bulgarie. Ce dernier est l'un des principaux responsables de la rédaction d'un « accord » entre deux

syndicats, quatre associations industrielles et le Parlement bulgare, un accord qui incorpore les dispositions clés de la Convention 177 de l'OIT et prévoit divers régimes de sécurité sociale, des directives concernant les conditions et heures de travail ainsi que des clauses relatives à la revalorisation des compétences et de l'équipement. Si une travailleuse à domicile a un grief, elle peut saisir l'inspecteur du travail ou l'Institut national d'arbitrage. Bien que l'accord constitue un premier pas positif, il est difficile de le faire respecter en l'absence du cadre contraignant de la loi. Outre l'accord, une recommandation veut que soit représenté par le vice-premier ministre un organe consultatif tripartite composé de syndicats de TAD, les associations industrielles et le gouvernement national. [Lire le compte rendu complet de cette visite](#). Une visite d'étude de contact en Inde, prévue en novembre 2013, sera parmi les prochaines étapes pour ce groupe.

Un calendrier des efforts d'organisation : les TAD au Cambodge

Par Renu Golani, Gestionnaire de Programme de HNSA

2009: Villes inclusives ont travaillé avec l'Association des artisans du Cambodge (AAC) pour recenser les travailleurs à domicile (TAD) en milieu urbain à Phnom Penh et à Siem Reap. **2010:** Un groupe de travail de l'AAC s'est rendu à la SEWA Academy pour suivre une formation afin de mieux comprendre le concept d'OBA et comment s'organiser. L'équipe a établi la cartographie des TAD à Phnom Penh et à Siem Reap. **2011:** L'AAC a mené une étude concernant les principaux problèmes auxquels les TAD sont confrontés; les résultats ont

aidé à organiser les TAD et à multiplier les adhésions aux OBA. Deux séries de formation ont permis d'organiser environ 471 TAD en 21 OBA à Phnom Penh, à Siem Reap, à Battambang et à Poi Pet. **2012:** Les dirigeants de 21 OBA ont suivi une formation organisée par le HNSA et la SEWA pour leur apprendre à faire braquer les projecteurs sur les TAD et à améliorer ainsi leurs conditions économiques. Les OBS se sont organisées autour des problèmes de moyens de subsistance et des questions urbaines, mais il y avait aussi d'autres défis, nombreux

d'ailleurs, notamment la communication, l'épargne, la gestion des OBA, le renforcement de la confiance et la transparence. **2013:** Pour s'attaquer à ces problèmes et d'autres questions techniques, les leaders des TAD ont participé à une autre formation sur l'organisation et le leadership, à la SEWA Academy, suivie d'une visite de contact avec le Programme Parivartan (Programme de mise en réseau des bidonvilles). Attendez-vous à une mise à jour de ce calendrier dans le prochain numéro de la Newsletter aux OBA !